Berné : finances de la commune

Commune · Morbihan (56) · 1 688 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Berné affichait un encours de dette de 623 k€, soit 369 € par habitant, une épargne brute égale à 33,9 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 1,2 ans.

Dette par habitant
369 €
623 k€ au total

Capacité de désendettement
1,2 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
33,9 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
587 € / hab.
992 k€ au total

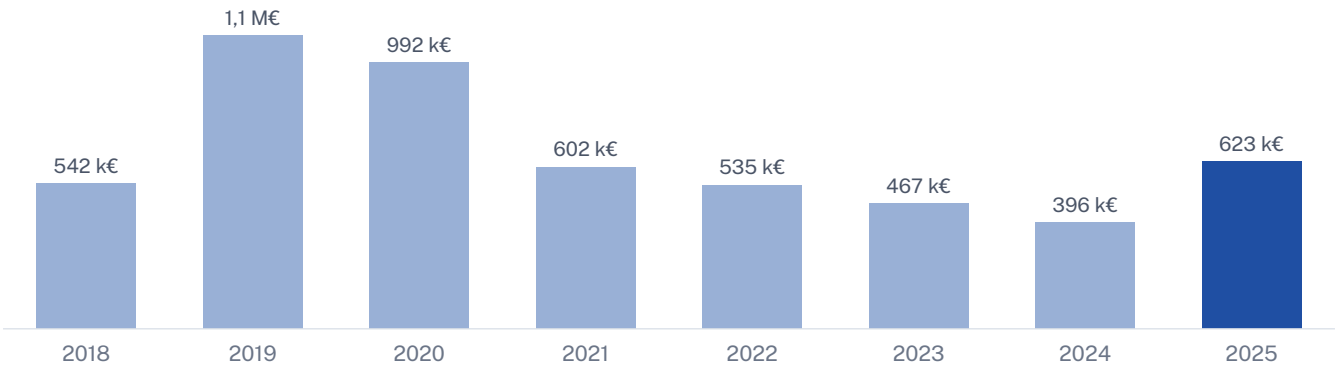
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	587 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	40,7 %	239 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	33,9 %	302 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	369 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	878 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	340 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 542 k€ en 2018 à 623 k€ en 2025 (+14,9 %). Valeur la plus haute : 1,1 M€ en 2019 ; la plus basse : 396 k€ en 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	542 k€	27,9 %	1,7 ans	298 k€
2019	1,1 M€	27,6 %	3,5 ans	1,3 M€
2020	992 k€	35,3 %	2,4 ans	1 M€
2021	602 k€	33,3 %	1,5 ans	392 k€
2022	535 k€	31,6 %	1,3 ans	635 k€
2023	467 k€	23,7 %	1,4 ans	1,1 M€
2024	396 k€	34 %	0,8 ans	636 k€
2025	623 k€	33,9 %	1,2 ans	1,5 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Berné	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	369 €	723 €	−48,9 %
Impôts locaux par habitant	340 €	408 €	−16,5 %
Frais de personnel par habitant	239 €	359 €	−33,3 %
Investissement par habitant	878 €	575 €	+52,9 %
Taux d'épargne brute	33,9 %	16,3 %	
Capacité de désendettement	1,2 ans	5,6 ans	

Jumelles : Gaël (35), Réalville (82), Deux-Grosnes (69), Saint-Pardoux-Soutiers (79), Bousies (59), Guiscard (60), Pédernec (22), Esquerdes (62), Braud-et-Saint-Louis (33), Luitré-Dompierre (35). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 670	1 688	+1,1 %	+2,7 %
Dette par habitant	654 €	369 €	−43,6 %	−23,8 %
Impôts locaux par habitant	290 €	340 €	+17,5 %	+22,4 %
Frais de personnel par habitant	193 €	239 €	+23,7 %	+23,5 %
Taux d'épargne brute	27,6 %	33,9 %	+6,4 points	−4,3 points
Capacité de désendettement	3,5 ans	1,2 ans	−2,2 ans	−0,6 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 142 €		2 376 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Berné	Comparaison
Habitants (2023)	1 551	0 % depuis 2012 (département : +7 %)
65 ans ou plus (2023)	20,6 %	département : 26,5 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2,6 pour 100 habitants	département : 2,9
Salariés du secteur privé (2025)	142	+5,2 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	161	−13,4 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	93,9	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

700 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 330 emplois, soit 50 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	1,4 %	2 %	1,3 %	4,5 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	6,5 %	8,1 %	6,6 %	7,5 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	2,2 %	13,6 %	20,1 %	8,7 %
Professions intermédiaires	22,4 %	26 %	26,4 %	21,9 %
Employés	28,3 %	26,1 %	26,1 %	21,9 %
Ouvriers	39,1 %	24,2 %	19,5 %	35,4 %

Professions les plus exercées par les habitants : Morbihan (56)

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	6 820	2,2 %
Ouvriers peu qualifiés de l'agroalimentaire	5 780	1,9 %
Infirmiers en soins généraux salariés	5 360	1,7 %
Conducteurs de poids lourds	5 030	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	4 600	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	4 530	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	4 340	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	4 070	1,3 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	3 840	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	3 740	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	3 390	1,1 %
Employés de libre-service du commerce	3 350	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Morbihan (56)) : 31 910 au moins, dont 50,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	2 392	47,6 %
Agents d'entretien de locaux	2 312	74 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	1 327	25,2 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 232	50,2 %
Cuisiniers	1 205	65,4 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	977	79,7 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides-soignants	971	71 %
Ouviers qualifiés des industries agro-alimentaires	911	77,4 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	820	38,7 %
Employés de libre service	747	5,5 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Berné
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	268 k€ pour 5 projets
Par habitant	159 € (communes de même taille : 210 € ; département : 219 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	15,4 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Marchés publics (2021 à 2025)

Indicateur	Berné	Morbihan	Médiane des communes
Marchés attribués avec une seule offre	22,7 %	11,3 %	20 %
Marchés d'au moins 40 000 € HT passés sans mise en concurrence	0 %	0,9 %	0 %
Entreprises titulaires aujourd'hui fermées	5,9 %	3,2 %	0 %

Marchés publiés de 2021 à 2025 (données essentielles de la commande publique consolidées, data.gouv.fr) et répertoire Sirene du 01/11/2026. Repères à comprendre, pas des irrégularités.

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.